

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 décembre 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 décembre 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration publiée le 5 décembre 2005 par la présidence du Conseil de l'Union européenne au sujet de l'accord conclu entre les partis politiques et les maoïstes au Népal.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Emyr **Jones Parry**



**Annexe à la lettre datée du 6 décembre 2005,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration publiée le 5 décembre 2005
par la présidence du Conseil de l'Union européenne
au sujet de l'accord conclu entre les partis politiques
et les maoïstes au Népal**

L'Union européenne prend note des efforts déployés par les partis politiques au Népal afin de conclure avec les maoïstes un accord qui pourrait être à la base d'un processus de paix dans ce pays. Elle examinera en détail les déclarations faites par les partis politiques et les maoïstes.

L'Union européenne s'est félicitée de l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral en septembre. Parallèlement, elle a aussi demandé instamment aux maoïstes de prendre des mesures concrètes pour mettre une fois pour toutes un terme à l'usage de la violence à des fins politiques. L'accord conclu entre les partis politiques et les maoïstes semble représenter un premier pas dans la bonne direction.

L'Union européenne continue à donner son appui à la transition du mouvement maoïste vers un parti politique classique, mais rappelle que, pour elle, un tel processus doit s'accompagner d'un engagement ferme de la part des maoïstes de renoncer à la violence, notamment par un désarmement véritable. L'Union européenne a invité les maoïstes, dans un premier temps, à prolonger leur cessez-le-feu actuel et à œuvrer en vue de mettre en place les conditions propices à la reprise de pourparlers de paix.

Comme l'a déclaré la troïka en octobre, l'Union européenne demande instamment au Roi d'aller au-devant des partis politiques afin d'élaborer un programme commun en vue d'un véritable retour à une démocratie multipartite. À cette fin, l'Union européenne lance un appel au Roi et au Gouvernement népalais pour qu'ils déclarent une trêve et s'engagent réellement et avec détermination sur la voie d'un règlement négocié du conflit.

L'Union européenne rappelle qu'elle est disposée à apporter son soutien à un processus de paix digne de ce nom.

La Bulgarie et la Roumanie, pays en voie d'adhésion, la Croatie* et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Islande et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova, s'associent à la présente déclaration.

* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.